



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Société Corrèze Récupération à Saint-Priest-de-Gimel

Le Préfet de la Corrèze,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 mai 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié, fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière en application de l'article L. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 novembre 2013 autorisation la société Corrèze Récupération à exploiter une unité de traitement de déchets non dangereux ainsi que plate-forme de transit de déchets dangereux et non dangereux ;
- Vu** la proposition de calcul du montant des garanties financières de la société Corrèze Récupération transmise en préfecture le 31 décembre 2013 ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance, portant principalement sur les modifications de dimensions du bâtiment principal, transmis en préfecture le 6 février 2015 par la société CORREZE RECUPERATION;
- Vu** la demande de modification déposée en préfecture le 20 juillet 2016 par la société Corrèze Récupération portant sur la demande d'autorisation de stocker de nouveaux déchets dangereux non prévus par l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013 ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 26 août 2016 de l'inspection des installations classées
- Vu** l'avis en date du 16 septembre 2016 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu
- Vu** le projet d'arrêté porté le 21 septembre 2016 à la connaissance du demandeur

Considérant les dispositions de la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications des dimensions du bâtiment principal et l'ajout du stockage de nouveaux déchets dangereux ne constituent pas une modification substantielle au sens de la circulaire citée ci-dessus ;

Considérant qu'il convient de citer les nouveaux déchets dangereux autorisés à transiter pas ce site, leur tonnage et les conditions de leur stockage ;

Considérant que le montant des garanties financières doit être ajusté en fonction des modifications d'exploitation demandées ;

Considérant qu'en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques, le préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaires

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Corrèze

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}- Exploitant

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013 autorisant le fonctionnement des installations de traitement et de stockage de déchets par la société Corrèze Récupération, ZAC de la Montane – Allée des Alouettes – 19800 Saint-Priest-de-Gimel sont modifiées comme suit :

ARTICLE 1.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Le présent tableau annule et remplace celui de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013 :

Rubrique	Alinéa	A ,E, D, DC NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Stockage extérieur	Surface au sol	>= 1 000	m ²	13 000	m ²
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'art. R.511-10 du code de l'environnement	Stockage en géobox de 600 l ou GRV de 1 000 pour les liquides Traverses bois de chemin de fer Broyat de traverse de bois		>= 1	tonne	50 250 50	Tonne tonne tonne
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux	Compactage de 22 t/j de VHU et traitement de 160 t/j de DIB		>= 10	t/j	182	t/j
3531		A	Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou la coïncinération	Traitement de 160 t/j de DIB		> 50	t/j	160	t/j
2712	1b	E	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage		Surface au sol	Entre 100 et 30 000	m ²	800	m ²
1435	3	DC	Installation ouverte ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur	Station service interne	volume	Entre 100 et 3 500	m ³	110	m ³
2711	2	DC	Installation de transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état de D3E mis au rebut		volume	Entre 100 et 1 000	m ³	100	m ³
2714	2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Stockage en box extérieur	volume	Entre 100 et 1 000	m ³	800	m ³
1432	2	NC	Stockages en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	2 cuves enterrées de 10 et 20 m ³ de fioul et gazole	Capacité équivalente	<10	m ³	1,2	m ³
2920	2	NC	Installation de compression	compresseur		< 10	MW	30	kW
2930	1	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	atelier		< 2 000	m ²	200	m ²
3550		NC	Le stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 t, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Broyat de traverses bois	tonne	Sup à 50	t	50	t

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration Contrôlée) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2 - Nouveaux déchets

En complément du tableau de l'article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013, les déchets suivants sont rajoutés à la liste et peuvent être acceptés sur ce site dans les quantités figurant à l'article 1.1 du présent arrêté :

- bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances : code déchet 17 02 04*
- bois contenant des substances dangereuses : code déchet 19 12 06*

Ces déchets seront stockés à l'abri des intempéries dans le bâtiment principal.

Les traverses de bois seront stockées sur deux îlots minimum.

ARTICLE 1.3 – Objet des garanties financières

L'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013 est modifié comme suit :

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les rubriques 2713, 2718 et 2791 visées à l'article 1.1 du présent arrêté.

Conformément aux dispositions des articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, l'exploitant transmet au Préfet sa proposition de montant des garanties financières dans un délai de 2 mois à dater de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 1.4 – Établissement des garanties financières

Le montant de 100 000 € annule et remplace le montant de 75 000 € figurant à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013.

ARTICLE 2 – Sanctions

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement (consignation de fonds, travaux d'office, suspension du fonctionnement de l'installation).

ARTICLE 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 4 – Notifications

Le présent arrêté sera notifié à la société Corrèze Récupération par la voie administrative. Une copie sera adressée :

- à la mairie de Saint-Priest-de-Gimel
- au groupement de gendarmerie de la Corrèze
- à la direction départementale des territoires de la Corrèze
- au service départemental d'incendie et de secours ;
- au service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine ;
- à l'unité départementale de la Corrèze de la DREAL Nouvelle-Aquitaine à Brive-la-Gaillarde.

ARTICLE 5 – Affichage

Il sera fait application des dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement pour l'information des tiers :

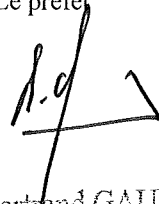
- copie de l'arrêté sera déposée en mairie de Saint-Priest-de-Gimel et pourra y être consultée
- un extrait de cet arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de Saint-Priest-de-Gimel pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture de la Corrèze pour une durée identique.
- le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation
- un avis au public sera inséré, par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Corrèze (L'Echo - édition Corrèze et La Vie Corrèzienne).

ARTICLE 6 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Corrèze, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine et l'Inspection des Installations Classées, unité départementale de la Corrèze de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tulle, le
Le préfet

10 OCT. 2016


Bertrand GAUME

